

DROIT POLITIQUE ET THEORIQUE

COLLECTION DROIT FONDAMENTAL

François Julien-Laferrière

Droit  
des étrangers

puf

DROIT POLITIQUE ET THÉORIQUE

Sommaire

DR 625

*Droit  
des étrangers*

17668 <sup>2</sup>/<sub>3</sub>

FRANÇOIS JULIEN-LAFERRIÈRE

*Professeur à la Faculté Jean-Monnet à Sceaux,  
Directeur du CRIDHOM (Centre de recherches internationales sur les droits de l'homme)  
(Université Paris-Sud)*

CHAPITRE I - L'ENTRÉE ET LE SÉJOUR EN FRANCE

Section I - L'entrée sur le territoire français

Section II - Les documents exigés pour entrer en France

Section III - Le séjour en zone d'attente

Section IV - Le séjour en France

Section V - Les conditions de séjour

Section VI - Les modalités de délivrance et de renouvellement des cartes de séjour

Section VII - Les conditions de séjour des étrangers

Section VIII - La détermination du lieu de séjour



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

## Table des matières

Tableau des abréviations .....	11
Introduction .....	13
Section I - Définitions .....	14
1. Difficulté des définitions, 14. — 2. La notion d'étranger, 14. — 3. Les notions d'immigré, de personne d'origine étrangère et de migrant, 15. — 4. La notion d'immigration, 16. — 5. Les notions de national, de citoyen et de ressortissant, 17.	
Section II - Histoire du droit des étrangers en France .....	18
6. Les prémices philosophiques, 18.	
I   La période antérieure à 1945 .....	19
7. Le XIX <sup>e</sup> siècle, 19. — 8. Les débuts de la III <sup>e</sup> République, 20. — 9. De la crise de 1929 à la seconde guerre mondiale, 21. — 10. Le gouvernement de Vichy et la Libération, 22.	
II   De 1945 à la fin des « Trente Glorieuses » .....	23
11. L'ordonnance du 2 novembre 1945 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, 23. — 12. L'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la nationalité, 24. — 13. Les effets des ordonnances de 1945, 25. — 14. Le choc pétrolier et l'essai de maîtrise de l'immigration, 26.	
III   Depuis 1981 .....	28
15. La première législature socialiste (1981-1986), 28. — 16. La première cohabitation : la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986, 29. — 17. La seconde législature socialiste (1988-1993), 29. — 18. Les premières mesures relatives au droit d'asile, 31. — 19. Les « lois Pasqua » des 24 août et 30 décembre 1993, 32. — 20. La « loi Debré » du 24 avril 1997, 33. — 21. La « loi Chevènement » du 11 mai 1998, 34.	

Plan de l'ouvrage .....	35
22, 35.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	37
23, 37.	
Bibliographie générale .....	37
23 bis, 37.	

## PREMIÈRE PARTIE

## L'ÉTRANGER ET LE TERRITOIRE FRANÇAIS

24, 39.

Titre premier — L'entrée et le séjour en France .....	41
Chapitre 1 / L'entrée sur le territoire français .....	43
25. La variété des régimes d'entrée en France, 43.	
Section I - Les documents exigés pour entrer en France .....	44
I   Régime de droit commun .....	44
26. Le document d'identité, 44. — 27. Le visa, 45. — 28. La poli- tique européenne des visas, 46. — 29. La décision de délivrance ou de refus de visa, 47. — 30. Le contentieux du refus de visa, 49. — 31. Abrogation et annulation-retrait du visa, 50. — 32. Docu- ments relatifs à l'objet et aux conditions du séjour en France, 52. — 33. L'attestation d'accueil, 53. — 34. Les documents exigés par la Convention de Schengen du 19 juin 1990, 54.	
II   Les régimes dérogatoires .....	56
35. La dispense de passeport et de visa, 56. — 36. La dispense de visa, 57. — 37. La dispense des autres documents, 59.	
Section II - Le refus d'entrée .....	60
38. Les motifs de refus d'entrée, 60. — 39. Forme de la décision de refus d'entrée, 61. — 40. L'exécution du refus d'entrée, 62. — 41. Le contentieux du refus d'entrée, 64.	
Section III - Le maintien en zone d'attente .....	64
42. Définition de la zone d'attente, 64. — 43. Les cas de maintien en zone d'attente, 66. — 44. La décision de maintien en zone d'attente et sa prolongation, 68. — 45. Les voies de recours, 69. — 46. Les garanties juridiques de l'étranger maintenu, 70. — 47. Les prestations matérielles, 72. — 48. L'accès en zone d'attente, 74. — 49. La fin du maintien en zone d'attente, 77. — 50. Le transfert d'une zone d'attente à une autre, 78.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	78
51, 78.	

<b>Chapitre 2 / Le séjour en France</b> .....	80
52. La nécessité d'un titre de séjour, 80.	
<b>Section I - Les diverses cartes de séjour</b> .....	81
53. La grande diversité des titres de séjour, 81.	
<b>II La carte de séjour temporaire</b> .....	81
54. Les deux types de carte de séjour temporaire, 81. — 55. Le régime de droit commun, 82. — 56. La carte de séjour temporaire « de plein droit », 83. — 57. Le renouvellement de la carte de séjour temporaire, 86.	
<b>III La carte de résident</b> .....	88
58. Les conditions d'attribution de la carte de résident, 88. — 59. Le régime de droit commun, 88. — 60. Les bénéficiaires de plein droit de la carte de résident, 89. — 61. Les restrictions à la notion de délivrance de plein droit, 92. — 62. Le retrait de la carte de résident, 92. — 63. Le renouvellement de la carte de résident, 93.	
<b>III I Les ressortissants algériens</b> .....	94
64. Le fondement de la spécificité du régime des ressortissants algériens, 94. — 65. Le certificat de résidence d'un an, 95. — 66. Le certificat de résidence de dix ans, 97.	
<b>Section II - Les modalités de délivrance et de renouvellement des cartes de séjour</b> .....	99
67. Lieu et date de la demande de carte de séjour, 99. — 68. Pièces à produire à l'appui de la demande de carte de séjour temporaire, 100. — 69. Pièces à produire à l'appui de la demande de carte de résident, 101.	
<b>Section III - Les déplacements hors de France des étrangers titulaires d'une carte de séjour</b> .....	103
70. Le visa préfectoral de sortie du territoire, 103. — 71. Le visa de retour, 104. — 72. Le document de circulation, 106.	
<b>Section IV - Le contentieux des décisions relatives au séjour en France</b> .....	107
73. Conditions et nature des recours, 107. — 74. Modalités de contrôle du juge administratif, 109. — 75. Conséquence de l'annulation contentieuse, 110.	
<b>Pour aller plus loin</b> .....	111
76, 111.	

<b>Chapitre 3 / Les sanctions de l'entrée et du séjour irréguliers en France</b> .....	112
77. Les divers types de sanctions, 112.	
<b>Section I - Sanction de l'étranger entré ou séjournant irrégulièrement en France</b> .....	112
78. Les peines d'amende et d'emprisonnement, 112. — 79. L'interdiction du territoire, 114.	
<b>Section II - Sanction des tiers pour aide à l'entrée ou au séjour irrégulier</b> .....	115
<b>II I Sanctions pénales</b> .....	115
80. Les infractions commises sur le territoire français, 115. — 81. Les infractions commises à partir ou sur le territoire d'un État appliquant la Convention de Schengen, 117. — 82. Les infractions commises par les personnes morales, 118.	
<b>II I I Sanctions administratives contre les transporteurs</b> .....	120
83. Objet et nature des sanctions, 120. — 84. Champ d'application des sanctions, 121. — 85. Le régime des sanctions, 122.	
<b>Pour aller plus loin</b> .....	124
86, 124.	
<b>Titre II — L'éloignement du territoire français</b> .....	125
87. Les diverses mesures d'éloignement, 125.	
<b>Chapitre 1 / Reconduite à la frontière et remise aux autorités d'un État membre de la Communauté européenne</b> .....	127
<b>Section I - La reconduite à la frontière</b> .....	127
<b>II Les conditions de la reconduite à la frontière</b> .....	127
88. Les cas de reconduite à la frontière, 127. — 89. L'invitation à quitter le territoire français, 130. — 90. L'arrêté de reconduite à la frontière, 131. — 91. L'interdiction administrative du territoire, 133. — 92. Les effets de la reconduite à la frontière, 134.	
<b>II I Le contentieux de la reconduite à la frontière</b> .....	135
93. La procédure contentieuse de la reconduite à la frontière, 135. — 94. Le contrôle juridictionnel de l'arrêté de reconduite à la frontière, 138.	
<b>Section II - La remise aux autorités d'un État membre de la Communauté européenne</b> .....	141
95. Les cas de remise, 141. — 96. La procédure de remise, 142.	
<b>Pour aller plus loin</b> .....	143
97, 143.	

<b>Chapitre 2 / L'expulsion</b> .....	144
98. Objet et nature de l'expulsion, 144.	
Section I - Le champ d'application de l'expulsion .....	145
II Les motifs de l'expulsion .....	145
99, 145. — 100. La menace grave pour l'ordre public, 146. — 101. La nécessité impérieuse pour la sûreté de l'État ou la sécurité publique, 147.	
II Les conditions de l'expulsion .....	148
102. La condition de nationalité, 148. — 103. Les étrangers protégés, 150.	
Section II - Les procédures d'expulsion .....	153
104. La procédure de droit commun, 153. — 105. La procédure dérogatoire, 155. — 106. L'arrêté d'expulsion, 157.	
Section III - Les effets de l'expulsion .....	158
107. L'éloignement du territoire français, 158. — 108. L'abrogation de l'arrêté d'expulsion, 159.	
Section IV - Le contentieux de l'expulsion .....	161
II Compétence juridictionnelle et délai de recours .....	161
109. Compétence juridictionnelle, 161. — 110. Les règles de délais, 161.	
III Le contrôle de la légalité externe de l'arrêté d'expulsion .....	162
111. Vice de forme, 162. — 112. Vice de procédure, 164.	
III Le contrôle de la légalité interne de l'arrêté d'expulsion .....	166
113. L'erreur de droit et de fait, 166. — 114. L'erreur d'appréciation, 167.	
IV Les conséquences de l'annulation contentieuse .....	169
115. Les effets de la rétroactivité de l'annulation, 169.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	170
116, 170.	
<b>Chapitre 3 / L'exécution des mesures d'éloignement</b> .....	171
Section I - Les modalités d'exécution des mesures d'éloignement .....	171
117. Exécution d'office par l'administration ou par décision judiciaire, 171. — 118. L'exécution tardive des mesures d'éloignement, 172. — 119. La désignation du pays de renvoi, 173.	

Section II - Les palliatifs à l'impossibilité d'exécution immédiate des mesures d'éloignement .....	174
120, 174.	
II L'assignation à résidence .....	175
121. Les cas d'assignation à résidence, 175. — 122. Le régime de l'assignation à résidence, 176.	
II La rétention administrative .....	177
123. Cas de rétention administrative, 177. — 124. Règles de forme et de procédure, 178. — 125. Le contrôle judiciaire de la rétention administrative, 178. — 126. Les droits de l'étranger retenu, 180.	
Section III - Le contrôle des mesures d'éloignement par le juge pénal .....	182
127. Nature du contrôle du juge pénal, 182. — 128. Effets du contrôle du juge pénal, 183.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	184
129, 184.	

## DEUXIÈME PARTIE

### L'ÉTRANGER ET L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

130. Présentation générale, 185.

<b>Chapitre 1 / Les professions fermées aux étrangers</b> .....	187
131. Discrimination professionnelle et principe d'égalité, 187.	
Section I - Les professions salariées .....	188
132. La fonction publique, 188. — 133. Le secteur public et nationalisé, 189. — 134. Les emplois salariés du secteur privé, 190.	
Section II - Les professions non salariées .....	191
135. Les professions libérales, 191. — 136. Les autres professions indépendantes, 192.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	193
137, 193.	
<b>Chapitre 2 / L'exercice d'une activité salariée</b> .....	194
Section I - Le principe de l'autorisation de travail .....	194
II Sources et signification du principe .....	194
138. L'énoncé du principe, 194. — 139. La signification du principe, 195. — 140. Autorisation préalable et droit au travail des étrangers, 196.	

II   La portée du principe .....	198
141. Les étrangers dispensés de l'autorisation de travail, 198. — 142. Les étrangers exclus du droit de travailler, 199. — 143. Les étrangers exclus de certaines activités professionnelles, 200. — 144. Forme de l'autorisation de travailler, 201.	
Section II - Les procédures d'accès aux professions salariées .....	202
145. La diversité des procédures en vigueur, 202.	
I   La procédure d'introduction des travailleurs salariés .....	204
146. Champ d'application, 204. — 147. Le dossier de demande d'introduction, 204. — 148. L'instruction du dossier, 206. — 149. La décision d'autorisation ou de refus d'autorisation, 206. — 150. Le contrôle médical, 207.	
II   La procédure de régularisation .....	210
151. Champ d'application, 210. — 152. Le dossier de demande de régularisation, 211. — 153. L'instruction de la demande, 211. — 154. Le contrôle médical, 212.	
III   Le renouvellement de l'autorisation de travail .....	213
155. Le renouvellement de la carte de séjour temporaire, 213. — 156. Le changement de validité géographique ou professionnelle de la carte de séjour, 215. — 157. Délivrance d'une carte de résident en renouvellement d'une carte de séjour temporaire de salarié, 215.	
Section III - Les critères d'accès aux professions salariées .....	216
158. Raisons d'être des critères, 216.	
I   Le critère principal : la situation de l'emploi .....	218
159. Contenu et application du critère, 218. — 160. Les dérogations au critère, 220.	
II   Les critères secondaires .....	221
161. Le respect par l'employeur de la réglementation du travail, 221. — 162. Les conditions d'emploi et de rémunération, 221. — 163. Les dispositions prises pour le logement de l'étranger, 222.	
Section IV - Les régimes dérogatoires .....	223
164. Nature des dérogations, 223. — 165. Les ressortissants algériens, 224. — 166. Les ressortissants tunisiens, 225. — 167. Les ressortissants marocains, 226. — 168. Les ressortissants togolais et gabonais, 227. — 169. Les ressortissants andorrans et monégasques, 228. — 170. Les frontaliers, 229.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	230
171, 230.	

<b>Chapitre 3 / L'exercice d'une activité non salariée</b> .....	232
Section I - Les professions réglementées .....	232
172. La notion de profession réglementée, 232.	
II   L'enseignement .....	233
173. L'enseignement primaire, 233. — 174. L'enseignement secondaire, 234. — 175. L'enseignement supérieur, 236.	
III   Les professions de santé .....	237
176. Les professions médicales, 237. — 177. Les professions paramédicales, 239. — 178. Les pharmaciens, 239. — 179. Les vétérinaires, 240. — 180. Les autres professions réglementées, 240.	
Section II - Les activités temporaires et occasionnelles .....	241
I   Les travailleurs saisonniers .....	241
181. La notion de travailleur saisonnier, 241. — 182. Les conditions de durée des contrats, 242. — 183. Les autres conditions, 243. — 184. La procédure d'introduction, 243. — 185. Le séjour des travailleurs saisonniers, 244.	
II   Les étudiants .....	245
186. Les diverses activités professionnelles des étudiants, 245. — 187. Le travail des étudiants pendant l'année universitaire, 246. — 188. Le travail des étudiants pendant les vacances universitaires, 247. — 189. Les stages pratiques des étudiants, 247. — 190. Le régime particulier des étudiants algériens, 248.	
III   Les stagiaires professionnels .....	249
191. Dispositions communes à tous les stagiaires professionnels, 249. — 192. Les stagiaires de droit commun, 249. — 193. Les stagiaires bénéficiant d'accords internationaux, 250.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	251
194, 251.	
<b>Chapitre 4 / La protection sociale de l'étranger en France</b> .....	252
195. Le principe de l'égalité de traitement, 252.	
Section I - Protection sociale et régularité du séjour .....	253
196. La régularité du séjour de l'assuré, 253. — 197. Irrégularité du séjour et refus d'affiliation, 254. — 198. Irrégularité du séjour et radiation, 255. — 199. Les ayants droit, 256.	
Section II - Les organismes de protection sociale des étrangers .....	257
200. Les organismes à vocation générale, 257. — 201. Le Centre de Sécurité sociale des travailleurs migrants (CSSTM), 258. — 202. Les mutuelles, 259. — 203. Le Fonds d'action sociale (FAS), 260.	

Section III - Les prestations sociales perçues par les étrangers.....	262
204. L'assurance maladie, 262. — 205. L'assurance maternité, 263. — 206. L'assurance invalidité, 264. — 207. L'assurance des risques professionnels, 265. — 208. L'assurance décès, 267. — 209. L'assurance vieillesse, 268. — 210. Les prestations familiales, 269. — 211. L'allocation aux adultes handicapés, 272.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	273
212, 273.	
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	
<b>L'ÉTRANGER ET LA NATIONALITÉ FRANÇAISE</b>	
213. Le droit de la nationalité dans le droit des étrangers, 275. — 214. Principes directeurs du droit de la nationalité française, 277.	
<b>Chapitre 1 / La nationalité française de naissance</b> .....	279
Section I - La nationalité française par filiation.....	279
215. Le principe, 279.	
II Les divers modes d'établissement de la filiation.....	280
— 216. Filiation légitime ou naturelle, 280. — 217. Filiation par possession d'état, 281. — 218. Filiation par adoption, 282.	
II La mise en œuvre de la nationalité française par filiation.....	283
219. La date d'établissement de la filiation, 283. — 220. La date d'établissement de la nationalité des parents, 283. — 221. La réputation de la nationalité française, 284.	
Section II - La nationalité française par la naissance en France.....	285
I La prévention des cas d'apatridie.....	286
222. L'enfant de parents inconnus, 286. — 223. L'enfant de parents apatrides, 287. — 224. L'enfant né en France de parents étrangers à qui n'est pas attribuée la nationalité de ses parents, 287.	
II La volonté d'intégrer les jeunes d'origine étrangère : le double droit du sol.....	288
225. Le principe du double droit du sol, 288. — 226. L'application du double droit du sol aux territoires anciennement français, 289. — 227. Le cas particulier de l'Algérie, 291.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	292
228, 292.	

<b>Chapitre 2 / La nationalité française par acquisition</b> .....	293
229. Problématique, 293.	
Section I - L'acquisition de la nationalité française à raison du mariage.....	293
230. Le principe, 293. — 231. La procédure de la déclaration, 295. — 232. L'opposition à l'acquisition de la nationalité française, 297. — 233. Les effets de la nullité et de la dissolution du mariage, 299.	
Section II - L'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France.....	301
234. L'enjeu de ce mode d'acquisition de la nationalité française, 301.	
I L'acquisition de plein droit de la nationalité française par la naissance et la résidence en France.....	302
235. Les conditions d'acquisition, 302. — 236. Les modalités d'acquisition, 304. — 237. La faculté de répudier la nationalité française, 305.	
II L'acquisition volontaire de la nationalité française par la naissance et la résidence en France.....	305
238. L'acquisition sur demande de l'enfant mineur, 305. — 239. L'acquisition sur demande des parents de l'enfant mineur, 306.	
Section III - L'acquisition de la nationalité française par naturalisation.....	307
240. Définition, 307.	
II Conditions de la naturalisation.....	309
241. La condition d'âge, 309. — 242. La résidence en France à la date du décret de naturalisation, 310. — 243. La condition de stage, 310. — 244. La notion de « domicile de nationalité », 314. — 245. L'assimilation de résidence, 315. — 246. Condition de moralité, 316. — 247. Condition d'assimilation, 318. — 248. Condition de santé, 319.	
II La procédure de naturalisation.....	321
249. Le dépôt de la demande, 321. — 250. L'instruction de la demande, 322. — 251. La décision sur demande de naturalisation, 323. — 252. Le retrait du décret de naturalisation, 325.	
Section IV - Les effets de l'acquisition de la nationalité française.....	327
253. Assimilation du Français par acquisition au Français d'origine, 327. — 254. L'effet collectif de l'acquisition, 327. — 255. La francisation des nom et prénoms, 329.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	330
256, 330.	

<b>Chapitre 3 / La perte de la nationalité française</b> .....	332
257. Les divers modes de perte de la nationalité française, 332.	
<b>Section I - La perte volontaire de la nationalité française</b> ...	333
<b>II La perte de la nationalité française par déclaration</b> ...	333
258. Conditions de fond, 333. — 259. Conditions de forme et de procédure, 334.	
<b>II La libération des liens d'allégeance</b> .....	335
260. Définition et conditions de recevabilité, 335. — 261. Procédure, 336.	
<b>Section II - La perte involontaire de la nationalité française</b> ..	337
262. L'absence de possession d'état de Français, 337. — 263. Le défaut de loyalisme, 338. — 264. L'emploi dans un service public étranger, 339. — 265. La déchéance de la nationalité française, 340.	
<b>Section III - La réintégration dans la nationalité française</b> ...	341
<b>II La réintégration par déclaration</b> .....	342
266. Les personnes ayant perdu la nationalité française à raison de leur mariage ou de l'acquisition volontaire d'une autre nationalité, 342. — 267. Les personnes ayant exercé un mandat public en France, 343.	
<b>III La réintégration par décret</b> .....	344
268. Les personnes visées, 344. — 269. Les conditions de la réintégration par décret, 345.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	346
270, 346.	
<b>Chapitre 4 / L'apatridie</b> .....	347
<b>Section I - Définition et reconnaissance de la qualité d'apatridie</b> .....	347
271. Définition de l'apatridie, 347. — 272. La procédure de reconnaissance de la qualité d'apatridie, 349.	
<b>Section II - Entrée et séjour en France de l'apatridie</b> .....	350
273. Les conditions d'entrée, 350. — 274. Le séjour en France, 351.	
<b>Section III - Éloignement de l'apatridie du territoire français</b> ..	352
275. Les conditions de l'éloignement, 352. — 276. Les difficultés de l'éloignement, 353.	
<i>Pour aller plus loin</i> .....	354
277, 354.	

## QUATRIÈME PARTIE

## L'ÉTRANGER ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

<b>Titre premier — Le droit d'asile</b> .....	357
<b>Observations préliminaires</b> .....	359
278. La notion d'asile, 359. — 279. Les diverses formes de l'asile, 360. — 280. La nature du droit d'asile, 361. — 281. Asile et statut de réfugié, 362. — 282. La place du droit d'asile en droit français, 364.	
<b>Chapitre 1 / L'entrée et le séjour en France des demandeurs de la qualité de réfugié</b> .....	367
283. Spécificité du régime de l'entrée et du séjour des demandeurs de la qualité de réfugié, 367.	
<b>Section I - L'entrée en France</b> .....	368
284. La dispense des documents exigés pour entrer en France, 368. — 285. Le maintien en zone d'attente, 369. — 286. Le refus ou l'autorisation d'entrée et leurs conséquences, 370.	
<b>Section II - Le séjour en France</b> .....	370
287. Les sources du droit au séjour des demandeurs de la qualité de réfugié, 370.	
<b>I Régime général</b> .....	371
288. Les conditions de fond de l'admission au séjour, 371. — 289. L'admission au séjour en vue de saisine de l'OFPRA, 373. — 290. L'admission au séjour après saisine de l'OFPRA, 374. — 291. Le refus d'admission au séjour, 375.	
<b>II Régimes dérogatoires</b> .....	377
292. Les porteurs d'un visa de long séjour, 377. — 293. Les titulaires d'une carte de séjour en cours de validité, 377. — 294. Les étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement, 378.	
<b>Section III - La détermination de l'État responsable d'une demande d'asile</b> .....	379
295, 379.	
<b>II Les critères de détermination de l'État responsable</b> ..	380
296. L'unité de famille, 380. — 297. La délivrance d'un titre de séjour ou d'un visa, 381. — 298. Le pays de première entrée sur le « territoire commun », 381. — 299. L'État traitant ou ayant déjà traité une demande du même étranger, 382. — 300. L'État à qui la demande a été présentée, 382. — 301. Les raisons humanitaires, familiales ou culturelles, 383. — 302. Le critère « de souveraineté », 383.	

# Sommaire

## L'ÉTRANGER ET LE TERRITOIRE FRANÇAIS

### L'ENTRÉE ET LE SÉJOUR EN FRANCE

L'entrée sur le territoire français

Le séjour en France

Sactions de l'entrée et du séjour irréguliers

### L'ÉLOIGNEMENT DU TERRITOIRE

Reconduite à la frontière et remise aux autorités d'un État  
membre de la Communauté européenne

L'expulsion

L'exécution des mesures d'éloignement

## L'ÉTRANGER ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

Les professions fermées aux étrangers

L'exercice d'une activité salariée

L'exercice d'une activité non salariée

La protection sociale de l'étranger en France

## L'ÉTRANGER ET LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

La nationalité française de naissance

La nationalité française par acquisition

La perte de la nationalité française

L'apatridie

## L'ÉTRANGER ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

### LE DROIT D'ASILE

L'entrée et le séjour en France des demandeurs  
de la qualité de réfugié

La procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié

Les critères de reconnaissance de la qualité de réfugié

Droits et libertés du réfugié

L'asile territorial

### L'EXTRADITION

Présentation générale

Les conditions de l'extradition

La procédure d'extradition

Les effets de l'extradition

